

**Arrêté préfectoral du 19 octobre 2021  
portant décision d'examen au cas par cas n° 2021-11512 en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-11512 relative au projet de travaux de confortement du système d'endiguement du secteur d'Ors et la Chevalerie sur la commune du Château-d'Oléron (17), reçue complète le 16 août 2021 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste au confortement du système d'endiguement du secteur d'Ors et la Chevalerie sur la commune du Château-d'Oléron sur 3 tronçons d'une longueur totale d'environ 2 260 m et une emprise totale d'environ 7 370 m<sup>2</sup> ;

Étant précisé par le pétitionnaire que :

- le projet vise à diminuer la vulnérabilité des zones protégées et à assurer un niveau de protection du système d'endiguement dimensionnés pour résister à l'événement de référence correspondant à la tempête Xynthia - 20 cm ;
- les travaux comprennent :
  - sur le tronçon 1 (1650 m), la rehausse de la levée de la piste cyclable existante, la rehausse d'un carrefour et des 4 routes desservant ce carrefour et la création d'une levée de terre en appui de la levée existante sur la moitié du linéaire ;
  - sur le tronçon 2 (197 m) , la création d'un muret en béton armé fondé sur une semelle ;
  - sur le tronçon 3 (374 m), la création d'un muret en béton armé fondé sur une semelle avec des ouvertures pouvant recevoir des batardeaux amovibles au niveau des 3 entrées de propriétés de ce linéaire ; des barbacanes avec clapet anti-retour sont intégré au muret ;

Étant précisé que toute modification substantielle du projet, tel que présenté dans la demande, nécessiterait un nouvel examen ;

**Considérant** que ce projet relève du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant la localisation du projet :**

- au sein de la ZNIEFFde type II « Les Marais et Vasières de Brouage-Seudre-Oléron » ;
- à proximité de la ZNIEFFde type I « Les Marais de Saint-Trojan » ;
- sur le site classé « Ile d'Oléron » et le site inscrit « Ensembles littoraux et marais » ;

- au sein des sites Natura 2000 ZSC FR5400432 « Marais de la Seudre » (Directive Habitats) et ZPS FR5412020 « Marais et estuaire de la Seudre, île d'Oléron » (Directive Oiseaux);
- en bordure des sites Natura 2000 ZSC FR5400431 « Marais de Brouage (et marais nord d'Oléron) » et ZPS FR5410028 « Marais de Brouage-Oléron » ;
- à proximité immédiate de la ZICO Marais et Estuaire de la Seudre et non loin de la ZICO Ile d'Oléron, marais de Brouage, Saint-Agnant ;

**Considérant** que le diagnostic écologique annexé au formulaire d'examen au cas par cas permet de caractériser les enjeux du site en termes de biodiversité et d'espèces protégées et/ou patrimoniales et que le pétitionnaire précise que le projet a été dimensionné de façon à limiter au maximum les emprises sur les habitats et espèces Natura 2000 ;

**Considérant** que le pétitionnaire précise qu'il mettra en œuvre des mesures pour éviter et réduire au maximum les incidences sur l'environnement (milieu naturel, milieu humain, santé...) ;

**Considérant** que le porteur de projet s'assurera, avant le démarrage des travaux, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats sur le site d'implantation et sur une aire élargie ;

**Considérant** qu'en cas de présence d'espèces protégées et/ou de leurs habitats, le pétitionnaire devra respecter la réglementation relative aux espèces protégées (articles L.411-1 et L.411-2 du Code de l'environnement), en recherchant l'évitement, puis la réduction des atteintes aux milieux naturels, et en cas d'impact résiduel et sous réserve que le projet satisfasse aux conditions dérogatoires limitatives, obtenir un arrêté préfectoral de dérogation pour destruction des espèces protégées et/ou de leurs habitats avant démarrage des travaux ;

**Considérant** que ces travaux sont référencés dans l'action 7-2-1 du PAPI île d'Oléron labellisé par la Commission mixte Inondations du 12 juillet 2012 puis par avenant du 5 avril 2018 ;

**Considérant** que les travaux sont soumis à autorisation environnementale, procédure au cours de laquelle les mesures d'évitement, de réduction et de compensation seront validées par le service instructeur afin de garantir la préservation des enjeux relatifs à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau développés à l'article L.211-1 du code de l'environnement. Les incidences relatives aux zones Natura 2000 seront également étudiées au cours de cette procédure, en phase travaux comme en phase exploitation ;

**Considérant** qu'il est recommandé de confier à un écologue le suivi environnemental du chantier ;

**Considérant** qu'au regard des sites inscrits et classés, le projet sera soumis à une demande d'autorisation spéciale au titre de l'article L.341-10 du Code de l'environnement

**Considérant** que le projet est situé sur une commune pour laquelle un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) a été prescrit par le préfet de Charente-Maritime le 17 août 2018 et que le projet devra en respecter le règlement ;

**Considérant** qu'il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires durant la phase chantier et pendant l'exploitation afin de limiter la gêne aux riverains et prévenir un éventuel risque de pollution ;

**Considérant** qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, compte tenu des réglementations spécifiques encadrant son autorisation, que le projet ne relève pas de l'annexe III de la directive 2014/52/ UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet de travaux de confortement du système d'endiguement du secteur d'Ors et la Chevalerie sur la commune du Château-d'Oléron (17) n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact.

### **Article 2 :**

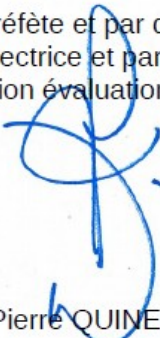
La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine.

À Bordeaux le 19 octobre 2021

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation  
Le Chef de la Mission évaluation environnementale



Pierre QUINET

<b>Voies et délais de recours</b>
-----------------------------------

**La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.**

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R.122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :  
Madame la ministre de la Transition Écologique et Solidaire  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :  
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux  
9 rue Tastet  
CS 21490  
33063 Bordeaux-Cedex